

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1992 B 00376

Numéro SIREN : 388 386 286

Nom ou dénomination : GROUPE TITEL

Ce dépôt a été enregistré le 12/10/2018 sous le numéro de dépôt 10499

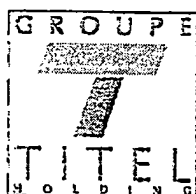
DEPOT N° B10499

DU 12 OCT. 2018

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

Comptes
consolidés
2017

AU 31 DÉCEMBRE



ACTIF	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Actif immobilisé		
Ecart d'acquisition	700 149	1 075 119
Immobilisations incorporelles	130 524	149 299
Immobilisations corporelles	11 452 612	11 604 715
Immobilisations financières	8 874 365	8 684 600
Actif immobilisé	21 157 652	21 513 734
Actif circulant		
Stocks et en-cours	2 371 692	2 286 201
Clients et comptes rattachés	7 595 497	7 560 546
Autres créances et comptes de régularisation	1 504 706	1 598 161
Valeurs mobilières de placement	21 506 843	19 919 541
Disponibilités	8 634 381	4 955 509
Actif circulant	41 613 119	36 319 958
TOTAL DE L'ACTIF	62 770 771	57 833 690

PASSIF	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Capitaux propres		
Capital	5 907 200	5 907 200
Primes	4 196 300	4 196 300
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾	19 978 834	18 015 897
Capitaux Propres Groupe	30 082 334	28 119 397
Intérêts minoritaires	21 659 922	20 556 064
Total Fonds Propres	51 742 256	48 675 461
Provisions et écarts d'acquisition négatifs	1 021 734	925 269
Dettes		
Emprunts et dettes financières	1 869 938	1 323 366
Fournisseurs et comptes rattachés	1 585 325	1 594 343
Autres dettes et comptes de régularisation	6 551 518	5 315 251
Total Dettes	10 006 781	8 232 960
TOTAL DU PASSIF	62 770 771	57 833 690

⁽¹⁾ dont résultat net de l'exercice :

2 169 690 2 187 918

COMPTE DE RESULTAT	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Chiffre d'affaires	43 992 583	42 155 233
Autres produits d'exploitation	798 135	743 222
Achats consommés	-8 372 309	-8 063 305
Charges de personnel	-22 505 737	-21 851 769
Autres charges d'exploitation	-6 012 102	-6 339 660
Impôts et taxes	-1 237 504	-1 173 715
Dotations aux amortissements et aux provisions et reprises	-1 327 484	-587 087
Résultat d'exploitation	5 335 582	4 882 919
Charges et produits financiers	634 951	593 375
Résultat courant des entreprises intégrées	5 970 533	5 476 294
Charges et produits exceptionnels	-144 688	96 295
Impôts sur les résultats	-1 656 561	-1 580 056
Résultat net des entreprises intégrées	4 169 284	3 992 533
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-193 193	-194 147
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 976 092	3 798 386
Intérêts minoritaires	1 806 402	1 610 467
Résultat net (part du groupe)	2 169 690	2 187 918
Résultat par action (59 072)	36,73	37,04
Résultat dilué par action	36,73	37,04

GROUPE TITEL

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES 2017

La présente annexe fait partie des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le bilan à cette date fait état d'un total de **62 770 770 €** et le résultat net part du Groupe ressort bénéficiaire de **2 169 690 €**.

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- I. Périmètre de consolidation,
- II. Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation,
- III. Détails des comptes
- IV. Tableau des flux de trésorerie
- V. Environnement

I - PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2017

Sociétés	N° SIRET	Pourcentage de contrôle Groupe		Méthode de consolidation		Pourcentage d'intérêts Groupe		Activités
		2017	2016	2017	2016	2017	2016	
S.A.S. GROUPE TITEL HOLDING	38838628600016							Activités des sièges sociaux
S.A.S. LABO CENTRE FRANCE	32046172600020	54,03	54,03	I.G.	I.G.	54,03	54,03	Fabrication de produits chimiques
S.A.S. LPH	32409530600035	24,96	24,96	I.G.	I.G.	24,96	24,96	Commerce de gros de produits chimiques
S.A.S SO.DE.VI	33180305600018	88,28	88,28	I.G.	I.G.	60,83	60,83	Commerce de gros Produits d'entretien
S.A.S. A.T COBRA	40172511400011	81,81	81,81	I.G.	I.G.	82,99	82,99	Fabrication de produits chimiques
S.A. LABO PORTUGAL	50316504	90,00	90,00	I.G.	I.G.	80,80	80,80	Commerce de produits chimiques
S.A. LABO ESPAGNE	A 96695762	90,00	90,00	I.G.	I.G.	80,80	80,80	Commerce de gros de produits chimiques
S.N.C. FLORE	43468812300018	100	99,85	I.G.	I.G.	65,52	65,44	Hôtel et Hébergement similaire
S.C.I. CHRISTELLE	32703494800015	84,17	84,17	I.G.	I.G.	81,87	81,87	Location immobilière

I.P. = Intégration proportionnelle

I.G. = Intégration globale

M.E. = Mise en équivalence

Participation non consolidée :

La société DESAYMARD AUVERDIS, dont GROUPE TITEL détient 79,81 % du capital, a été déconsolidée à compter de l'exercice 2010, suite à sa mise sous administration provisoire, par ordonnance du Tribunal de commerce de Clermont-Ferrand, en date du 22 mars 2011. Cette société a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 29 juillet 2011.

Les titres de la SARL DESAYMARD AUVERDIS figurent à l'actif en immobilisations financières pour la quote-part des capitaux propres qu'ils représentaient à la date de déconsolidation augmentée de l'écart d'acquisition résiduel, soit un montant total de 101 169 €. Ce montant a été déprécié à 100 %.

II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE

Le Groupe TITEL retient, pour l'établissement des comptes consolidés, les règles et méthodes comptables conformes aux dispositions des règlements CRC 99-02 et ANC 2014-3 actualisé en 2017.

La consolidation du groupe TITEL est conforme aux méthodes préférentielles préconisées par lesdits règlements, avec notamment la comptabilisation de provisions pour indemnités de départ à la retraite.

Sociétés consolidées :

Les Sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le GROUPE TITEL HOLDING contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote. Les Sociétés dans lesquelles le Groupe a un contrôle exclusif ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les critères retenus ont conduit à sélectionner, outre la Société mère, les Sociétés figurant sur le tableau de la page précédente.

Date et modalités d'arrêté des comptes des Sociétés :

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leur exercice le 31 décembre 2016, pour une période de 12 mois.

Les bilans et comptes de résultat utilisés sont ceux présentés à l'approbation des assemblées générales. Ils font, le cas échéant, l'objet de reclassements et retraitements nécessaires à leur consolidation.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont établis et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation. Les méthodes d'évaluation des différents postes des comptes sont développées dans les notes ci-après.

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles représentent pour l'essentiel des logiciels acquis, amortis sur une durée de un an à cinq ans, et des fonds de commerce. Cette rubrique ne comporte pas de frais de recherches et de développement. Les immobilisations incorporelles sont évaluées et amorties selon les règles habituelles.

Le fonds de commerce provient de l'acquisition du 6 mars 2001 connu sous le nom de HOTEL RICHELIEU situé à ROYAT. Ce fonds de commerce a été amorti sur une durée de 10 ans : il a été remis en activité seulement à partir du 31 mars 2009.

Le droit au Bail correspond aux TRANSPORTS MUR racheté le 29 juin 1999.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations figurent au bilan au coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire appliqué à leur durée probable d'utilisation.

Immobilisations financières :

La valeur brute des participations non consolidées est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire et la valeur d'utilité pour la société sont inférieures à la valeur brute, une dépréciation du montant de la différence est constituée.

Les autres immobilisations financières sont valorisées aux prix d'acquisition.

Stocks et en-cours :

Les stocks de matières premières et d'emballages sont valorisés au dernier prix d'achat et au prix moyen pondéré et les produits finis au coût de revient de la formule.

Quand la valeur brute, déterminée comme énoncé ci-dessus, excède la valeur de marché ou de réalisation, une dépréciation est constatée de la différence entre ces deux termes.

Clients et comptes rattachés :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Les risques de non recouvrement font l'objet de dépréciations appropriées et déterminées individuellement.

Réserves :

Il s'agit des réserves de la Société mère et de celles acquises dans les filiales.

Intérêts des minoritaires :

Il s'agit de la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette comptable et de leurs droits dans les résultats des Sociétés consolidées par intégration globale.

Provisions pour risques et charges :

Une provision est constituée lorsqu'il existe à la date de clôture du bilan, une obligation qui entraînera certainement une sortie de fonds et que l'estimation fiable de son montant peut être effectuée.

Les provisions comprennent notamment :

- En matière d'engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés, le différentiel entre la valeur actualisée des obligations et le montant couvert par des versements effectués auprès d'organismes extérieurs.
- En matière d'impôts différés : les passifs résultants société par société, de l'enregistrement des différences temporaires taxables.

Les méthodes d'évaluation de ces rubriques sont décrites dans les notes spécifiques ci-après.

Instruments financiers :

Non applicable aux présents comptes consolidés.

Subventions d'investissement :

Le montant des subventions d'investissement, non amorties à la clôture des comptes, a été viré au poste « produits constatés d'avance ».

Créances et dettes en monnaies étrangères :

Aucune dette ou créance n'est libellée en monnaies étrangères.

Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés

Les engagements de retraite et avantages assimilés sont estimés chaque année en valeur actuarielle selon la méthode prospective. Ces avantages sont assumés par les sociétés du groupe par des cotisations spécifiques versées à des organismes extérieurs.

Le montant des engagements fait l'objet d'une provision qui est ajustée à chaque fin d'exercice. Cette variation est inscrite au compte de résultat.

L'engagement figurant en page 13 de la présente annexe a été évalué, en fonction des dispositions de la convention collective applicable à chaque société, sur la base des critères suivants :

- méthode prospective,
- taux d'actualisation de 2 %,
- turnover 0 %
- progression des salaires de 2 % par an,
- table de mortalité TH/TF 00_02,
- taux de charges patronales : taux moyen constaté dans chacune des sociétés concernées.

Impôts différés actif et passif :

Les impôts sur les résultats comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. Ces derniers sont constatés, par entité fiscale, sur :

- les différences temporaires qui résultent de l'écart entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales,
- les déficits fiscaux reportables dont la récupération est jugée probable.

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé a été basé sur l'exercice au taux applicable à chaque société. Ce taux a été appliqué pour le calcul des impôts différés actif et passif, avec utilisation de la conception étendue et celle du report variable.

Le taux de base utilisé est de 33,1/3%.

Chiffre d'affaires :

Ce poste représente le chiffre d'affaires hors taxes des Sociétés consolidées, après élimination des opérations intragroupe.

Charges et produits exceptionnels :

Les charges et produits exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante.

Résultat par action :

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net, part du groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

En raison de l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action est identique au résultat par action.

Changements de méthodes

En application du règlement n°2015-07 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.), le Groupe a analysé la durée d'utilisation des écarts d'acquisition positifs présents au 1^{er} janvier 2016 et non encore amortis. Il en a conclu que ladite durée d'utilisation n'était pas limitée ; l'amortissement des écarts d'acquisition aurait dû être arrêté à l'ouverture de l'exercice et une méthode de test annuel de dépréciation définie.

Néanmoins, par simplification et conformément à l'option ouverte par le règlement A.N.C., le Groupe a décidé de poursuivre l'amortissement des écarts d'acquisition présents à la clôture précédente pour la durée initialement fixée.

De ce fait, l'application du règlement A.N.C. n°2015-07 constituant un changement de méthode comptable, n'a aucun impact sur les comptes consolidés de l'exercice.

RAISAUDIT



GROUPE TITEL

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 907 200 €

Z.I. de Ladoux
Rue Bleue
63118 CEBAZAT

R.C.S. Clermont-Ferrand 388 386 286

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

RAISAUDIT
*Inscrite au tableau de l'Ordre de la région d'Auvergne
Inscrite à la Compagnie Régionale de Riom*
Siège social : 12, rue Camille Desmoulins 63100 CLERMONT-FERRAND
Tél. 04.73.31.00.38 – Fax 04.73.31.31.44 – raisonnier.audit@wanadoo.fr
S.A.S. au capital de 56 300 € - RCS Clermont-Ferrand B 322 602 806

B.T.B. AUDIT
15 Rue Cugnot - 63540 ROMAGNAT
Tél. 04 73 35 32 50 - Fax. 04 73 35 11 84
Email. contact@tb-associés.fr
Société à responsabilité limitée au capital de 239 289 €
R.C.S. CLERMONT-FERRAND 819 887 027 - SIRET : 819 887 027 00012 – APE : 6920 Z
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Riom



Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GROUPE TITEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de l'opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime

suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

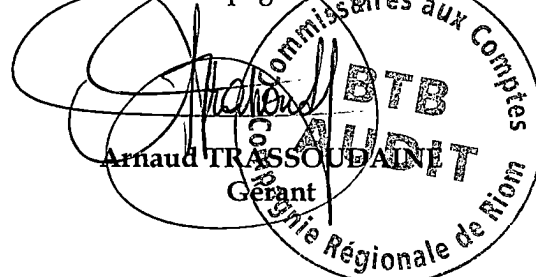
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Clermont-Ferrand, le 28 juin 2018

Pour la S.A.S. RAISAUDIT
Commissaires aux comptes
 Membre de la Compagnie Régionale de Riom

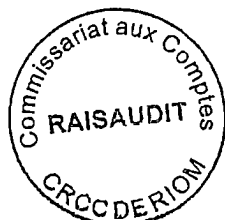

 Jean-François MICHEL
 Président

Pour la S.A.R.L. B.T.B. AUDIT
Commissaires aux comptes
 Membre de la Compagnie Régionale de Riom


 Arnaud TRASSOUDAIN
 Gérant

ACTIF	<u>2017</u>	<u>2016</u>
-------	-------------	-------------

Actif immobilisé		
Ecart d'acquisition	700 149	1 075 119
Immobilisations incorporelles	130 524	149 299
Immobilisations corporelles	11 452 612	11 604 715
Immobilisations financières	8 874 365	8 684 600
Actif immobilisé	21 157 652	21 513 734
Actif circulant		
Stocks et en-cours	2 371 692	2 286 201
Clients et comptes rattachés	7 595 497	7 560 546
Autres créances et comptes de régularisation	1 504 706	1 598 161
Valeurs mobilières de placement	21 506 843	19 919 541
Disponibilités	8 634 381	4 955 509
Actif circulant	41 613 119	36 319 958
TOTAL DE L'ACTIF	62 770 771	57 833 690



PASSIF	<u>2017</u>	<u>2016</u>
---------------	--------------------	--------------------

Capitaux propres		
Capital	5 907 200	5 907 200
Primes	4 196 300	4 196 300
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾	19 978 834	18 015 897
Capitaux Propres Groupe	30 082 334	28 119 397
Intérêts minoritaires	21 659 922	20 556 064
Total Fonds Propres	51 742 256	48 675 461
Provisions et écarts d'acquisition négatifs	1 021 734	925 269
Dettes		
Emprunts et dettes financières	1 869 938	1 323 366
Fournisseurs et comptes rattachés	1 585 325	1 594 343
Autres dettes et comptes de régularisation	6 551 518	5 315 251
Total Dettes	10 006 781	8 232 960
TOTAL DU PASSIF	62 770 771	57 833 690

⁽¹⁾ dont résultat net de l'exercice :

2 169 690

2 187 918



COMPTE DE RESULTAT	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Chiffre d'affaires	43 992 583	42 155 233
Autres produits d'exploitation	798 135	743 222
Achats consommés	-8 372 309	-8 063 305
Charges de personnel	-22 505 737	-21 851 769
Autres charges d'exploitation	-6 012 102	-6 339 660
Impôts et taxes	-1 237 504	-1 173 715
Dotations aux amortissements et aux provisions et reprises	-1 327 484	-587 087
Résultat d'exploitation	5 335 582	4 882 919
Charges et produits financiers	634 951	593 375
Résultat courant des entreprises intégrées	5 970 533	5 476 294
Charges et produits exceptionnels	-144 688	96 295
Impôts sur les résultats	-1 656 561	-1 580 056
Résultat net des entreprises intégrées	4 169 284	3 992 533
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-193 193	-194 147
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 976 092	3 798 386
Intérêts minoritaires	1 806 402	1 610 467
Résultat net (part du groupe)	2 169 690	2 187 918
Résultat par action (59 072)	36,73	37,04
Résultat dilué par action	36,73	37,04



GROUPE TITEL

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES 2017

La présente annexe fait partie des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le bilan à cette date fait état d'un total de **62 770 770 €** et le résultat net part du Groupe ressort bénéficiaire de **2 169 690 €**.

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- I. Périmètre de consolidation,
- II. Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation,
- III. Détails des comptes
- IV. Tableau des flux de trésorerie
- V. Environnement



I - PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2017

Sociétés	N° SIRET	Pourcentage de contrôle Groupe		Méthode de consolidation		Pourcentage d'Intérêts Groupe		Activités
		2017	2016	2017	2016	2017	2016	
S.A.S. GROUPE TITEL HOLDING	38838628600016							Activités des sièges sociaux
S.A.S. LABO CENTRE FRANCE	32046172600020	54,03	54,03	I.G.	I.G.	54,03	54,03	Fabrication de produits chimiques
S.A.S. LPH	32409530600035	24,96	24,96	I.G.	I.G.	24,96	24,96	Commerce de gros de produits chimiques
S.A.S. SO.DE.VI	33180305600018	88,28	88,28	I.G.	I.G.	60,83	60,83	Commerce de gros Produits d'entretien
S.A.S. A.T COBRA	40172511400011	81,81	81,81	I.G.	I.G.	82,99	82,99	Fabrication de produits chimiques
S.A. LABO PORTUGAL	50316504	90,00	90,00	I.G.	I.G.	80,80	80,80	Commerce de produits chimiques
S.A. LABO ESPAGNE	A 96695762	90,00	90,00	I.G.	I.G.	80,80	80,80	Commerce de gros de produits chimiques
S.N.C. FLORE	43468812300018	100	99,85	I.G.	I.G.	65,52	65,44	Hôtel et Hébergement similaire
S.C.I. CHRISTELLE	32703494800015	84,17	84,17	I.G.	I.G.	81,87	81,87	Location immobilière

I.P. = Intégration proportionnelle

I.G. = Intégration globale

M.E. = Mise en équivalence

Participation non consolidée :

La société DESAYMARD AUVERDIS, dont GROUPE TITEL détient 79,81 % du capital, a été déconsolidée à compter de l'exercice 2010, suite à sa mise sous administration provisoire, par ordonnance du Tribunal de commerce de Clermont-Ferrand, en date du 22 mars 2011. Cette société a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 29 juillet 2011.

Les titres de la SARL DESAYMARD AUVERDIS figurent à l'actif en immobilisations financières pour la quote-part des capitaux propres qu'ils représentent à la date de déconsolidation augmentée de l'écart d'acquisition résiduel, soit un montant total de 101 169 €. Ce montant a été déprécié à 100 %.



II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE

Le Groupe TITEL retient, pour l'établissement des comptes consolidés, les règles et méthodes comptables conformes aux dispositions des règlements CRC 99-02 et ANC 2014-03 actualisé en 2017.

La consolidation du groupe TITEL est conforme aux méthodes préférentielles préconisées par lesdits règlements, avec notamment la comptabilisation de provisions pour indemnités de départ à la retraite.

Sociétés consolidées :

Les Sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le GROUPE TITEL HOLDING contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote. Les Sociétés dans lesquelles le Groupe a un contrôle exclusif ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les critères retenus ont conduit à sélectionner, outre la Société mère, les Sociétés figurant sur le tableau de la page précédente.

Date et modalités d'arrêté des comptes des Sociétés :

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leur exercice le 31 décembre 2017, pour une période de 12 mois.

Les bilans et comptes de résultat utilisés sont ceux présentés à l'approbation des assemblées générales. Ils font, le cas échéant, l'objet de reclassements et retraitements nécessaires à leur consolidation.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation. Les méthodes d'évaluation des différents postes des comptes sont développées dans les notes ci-après.

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles représentent pour l'essentiel des logiciels acquis, amortis sur une durée de un an à cinq ans, et des fonds de commerce. Cette rubrique ne comporte pas de frais de recherches et de développement. Les immobilisations incorporelles sont évaluées et amorties selon les règles habituelles.



Le fonds de commerce provient de l'acquisition du 6 mars 2001 connu sous le nom de HOTEL RICHELIEU situé à ROYAT. Ce fonds de commerce a été amorti sur une durée de 10 ans : il a été remis en activité seulement à partir du 31 mars 2009.

Le droit au Bail correspond aux TRANSPORTS MUR racheté le 29 juin 1999.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations figurent au bilan au coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire appliqué à leur durée probable d'utilisation.

Immobilisations financières :

La valeur brute des participations non consolidées est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire et la valeur d'utilité pour la société sont inférieures à la valeur brute, une dépréciation du montant de la différence est constituée.

Les autres immobilisations financières sont valorisées aux prix d'acquisition.

Stocks et en-cours :

Les stocks de matières premières et d'emballages sont valorisés au dernier prix d'achat et au prix moyen pondéré et les produits finis au coût de revient de la formule.

Quand la valeur brute, déterminée comme énoncé ci-dessus, excède la valeur de marché ou de réalisation, une dépréciation est constatée de la différence entre ces deux termes.

Clients et comptes rattachés :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Les risques de non recouvrement font l'objet de dépréciations appropriées et déterminées individuellement.

Réserves :

Il s'agit des réserves de la Société mère et de celles acquises dans les filiales.



Intérêts des minoritaires :

Il s'agit de la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette comptable et de leurs droits dans les résultats des Sociétés consolidées par intégration globale.

Provisions pour risques et charges :

Une provision est constituée lorsqu'il existe à la date de clôture du bilan, une obligation qui entraînera certainement une sortie de fonds et que l'estimation fiable de son montant peut être effectuée.

Les provisions comprennent notamment :

- En matière d'engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés, le différentiel entre la valeur actualisée des obligations et le montant couvert par des versements effectués auprès d'organismes extérieurs.

- En matière d'impôts différés : les passifs résultants société par société, de l'enregistrement des différences temporaires taxables.

Les méthodes d'évaluation de ces rubriques sont décrites dans les notes spécifiques ci-après.

Instruments financiers :

Non applicable aux présents comptes consolidés.

Subventions d'investissement :

Le montant des subventions d'investissement, non amorties à la clôture des comptes, a été viré au poste « produits constatés d'avance ».

Créances et dettes en monnaies étrangères :

Aucune dette ou créance n'est libellé en monnaies étrangères.

Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés

Les engagements de retraite et avantages assimilés sont estimés chaque année en valeur actuarielle selon la méthode prospective. Ces avantages sont assumés par les sociétés du groupe par des cotisations spécifiques versées à des organismes extérieurs.

Le montant des engagements fait l'objet d'une provision qui est ajustée à chaque fin d'exercice. Cette variation est inscrite au compte de résultat.



L'engagement figurant en page 13 de la présente annexe a été évalué, en fonction des dispositions de la convention collective applicable à chaque société, sur la base des critères suivants :

- méthode prospective,
- taux d'actualisation de 2 %,
- turnover 0 %
- progression des salaires de 2 % par an,
- table de mortalité TH/TF 00_02,
- taux de charges patronales : taux moyen constaté dans chacune des sociétés concernées.

Impôts différés actif et passif :

Les impôts sur les résultats comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. Ces derniers sont constatés, par entité fiscale, sur :

- les différences temporaires qui résultent de l'écart entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales,
- les déficits fiscaux reportables dont la récupération est jugée probable.

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé a été basé sur l'exercice au taux applicable à chaque société. Ce taux a été appliqué pour le calcul des impôts différés actif et passif, avec utilisation de la conception étendue et celle du report variable.

Le taux de base utilisé est de 33,1/3%.

Chiffre d'affaires :

Ce poste représente le chiffre d'affaires hors taxes des Sociétés consolidées, après élimination des opérations intragroupe.

Charges et produits exceptionnels :

Les charges et produits exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante.

Résultat par action :

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net, part du groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

En raison de l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action est identique au résultat par action.



Changements de méthodes

En application du règlement n°2015-07 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.), le Groupe a analysé la durée d'utilisation des écarts d'acquisition positifs présents au 1^{er} janvier 2016 et non encore amortis. Il en a conclu que ladite durée d'utilisation n'était pas limitée ; l'amortissement des écarts d'acquisition aurait dû être arrêté à l'ouverture de l'exercice et une méthode de test annuel de dépréciation définie.

Néanmoins, par simplification et conformément à l'option ouverte par le règlement A.N.C., le Groupe a décidé de poursuivre l'amortissement des écarts d'acquisition, selon le plan d'amortissement initial.



III – DETAILS DES COMPTES

BILAN

Etat des immobilisations

Les mouvements de l'actif immobilisé brut s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2016	Mouvements de périmètre	Augmentations	Diminutions	2017
Ecart d'acquisition	1 874 850				1 874 850
Immobilisations incorporelles	1 074 565	0	46 385	10 345	1 110 605
Immobilisations corporelles	25 834 237	0	1 158 848	447 237	26 545 849
Immobilisations financières	8 785 769	0	450 828	261 063	8 975 535
TOTAL	37 569 421		1 656 061	718 645	38 506 839

Les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2017 se détaillent de la manière suivante :

- Concessions, brevet, licences, logiciels et marques : 934 K€
- Droit au bail 8 K€
- Fonds commercial : 169 K€
- Avances et acomptes 0 K€

1 111 K€

La ventilation par nature des immobilisations corporelles au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

- Terrains et constructions : 11.169 K€
- Installations techniques : 3.950 K€
- Autres immobilisations corporelles : 8.950 K€
- Immobilisations en cours 2.477 K€

26.546 K€



La ventilation de la variation des immobilisations corporelles est la suivante :

	2016	Mouvements de périmètre	Augmentations	Diminutions	2017
Immobilisations en pleine propriété	25 834 237		1 158 848	447 237	26 545 849
Immobilisations financées par contrat de crédit- bail					
TOTAL	25 834 237		1 158 848	447 237	26 545 849

Les immobilisations financières au 31 décembre 2017 correspondent principalement aux éléments suivants :

- Participations non consolidées 158 K€
- Prêts 6 K€
- Autres immobilisations financières : 8 812 K€

8 976 K€

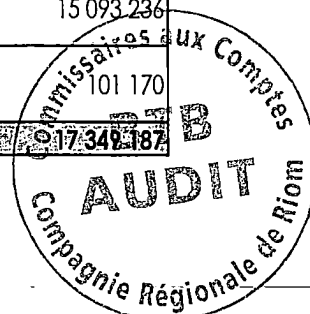
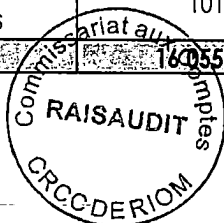
Les autres immobilisations financières comprennent :

- Des fonds bloqués auprès de Novo Banco pour 2.462 k€ (dont 1.812 k€ à moins d'un an et 650 k€ à plus de 5 ans)
- Des placements obligataires pour 6.229 k€ (dont 121k€ souscrits sur l'exercice)

Etat des amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations s'analysent de la façon suivante :

	2016	Mouvements de périmètre	Augmentations	Diminutions	2017
Ecart d'acquisition	799 731		374 970		1 174 701
Immobilisations incorporelles	925 266	-	54 814	-	980 080
Immobilisations corporelles	14 229 522	-	1 310 666	446 952	15 093 236
Immobilisations financières	101 170	-	-	-	101 170
TOTAL	16 055 689		1 740 450	446 952	17 349 187



Les amortissements des immobilisations incorporelles au 31 décembre 2017 se rapportent aux logiciels et fonds de commerce.

Les amortissements des immobilisations corporelles au 31 décembre 2017 se détaillent de la manière suivante :

- Terrains et constructions : 5.229 K€
- Installations techniques : 3.373 K€
- Autres immobilisations corporelles : 6.491 K€

15.093 K€

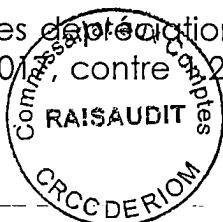
Etat des stocks

	2017	2016
Matières premières	510 024	492 648
Autres approvisionnements	157 599	143 890
Marchandises	1 780 880	1 740 553
Provision pour dépréciation	- 76 811	- 90 891
VALEUR NETTE	2 371 692	2 286 200

Etat des échéances des créances (en valeur brute)

	Montant total	Montant à un an au plus	Montant à plus de 1 an
Prêts	6 000		6 000
Autres immobilisations financières	8 811 925		8 811 925
Créances clients	8 736 939	8 736 939	
Avances et acomptes	134 832	134 832	
Actifs différés d'impôts	256 665	256 665	
Autres créances	812 040	812 040	
Charges constatées d'avance	325 597	325 597	
Valeur brute	19 083 998	10 266 073	8 817 925
Dépréciation	1 165 871	1 165 871	
Valeur nette	17 918 127	9 100 202	8 817 925

Les dépréciations des comptes clients s'élèvent à 1.141 K€ au 31 décembre 2017, contre 225 K€ pour les comptes de l'exercice précédent et les autres



créances sont dépréciées à hauteur de 24 K€ contre 30 K€ au 31 décembre 2016.

A titre de comparaison, au 31 décembre 2016, les postes suivants ressortaient à :

- Actif d'impôts différés :	150 K€
- Autres créances :	1.033 K€
- Charges constatées d'avance :	330 K€

Tableau de variation des capitaux propres

(en €)	Part du Groupe	Part des minoritaires	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2016	25 931 478	19 360 516	45 291 994
Résultat consolidé	2 187 918	1 610 467	3 798 385
Dividendes versés	-	367 744	- 367 744
Résultat transféré des sociétés de personnes	-	47 174	- 47 174
Augmentation de capital			
Réduction de capital			
Variations de périmètre			
Autres mouvements			
Capitaux propres au 31 décembre 2016	28 119 396	20 556 065	48 675 461
Résultat consolidé	2 169 690	1 806 402	3 976 092
Dividendes versés	- 206 752	- 643 552	- 850 304
Résultat transféré des sociétés de personnes	-	58 038	- 58 038
Augmentation de capital			
Réduction de capital			
Variations de périmètre		955	- 955
Autres mouvements			
Capitaux propres au 31 décembre 2017	30 082 334	21 659 922	51 742 256



Etat des provisions pour risques et charges et écarts d'acquisition négatifs :

Les mouvements des provisions pour risques et charges s'analysent de la façon suivante :

	2016	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises	2017
Provisions pour risques et charges (1)	236 984	-	309 752	83 882	462 854
Prov.engagements retraites	96 039	-	96 197	34 635	157 601
Provisions pour impôts différés	76 542	-	7 500	17 644	66 398
Ecart d'acquisition négatifs	515 704	954		181 777	334 881
TOTAL	925 269	954	413 449	317 938	1 021 734

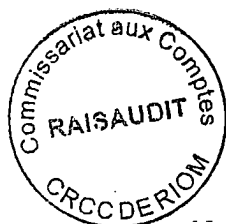
(1) Les provisions pour risques et charges sont constituées de la manière suivante :

- Provision pour litiges clients	207 820
- Provision pour risques	128 875
- Provision pour litiges salariés	126 159
	<u>462 854</u>

Les impôts différés correspondent aux retraitements des provisions règlementées, conduisant à provisionner l'impôt dont le paiement est différé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont ceux constatés, soit lors de l'entrée d'une société dans le périmètre, soit lors d'une variation du pourcentage de détention.

Les écarts d'acquisition sont rapportés aux résultats sur une durée de 5 ans, sauf ceux de faibles montants qui le sont sur un seul exercice.



Etat des échéances des dettes

	Montant total	Montant à un an au plus	Montant à plus de 1 an et - de 5 ans	Montant à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des E.C.	1 848 340	353 856	1 494 484	
Dettes relatives aux contrats de crédit-bail				
Emprunts et dettes financières diverses	21 598	21 598		
Dettes fournisseurs	1 585 325	1 585 325		
Dettes fiscales et sociales	5 988 490	5 988 490		
Dettes sur immobilisations	31 605	31 605		
Autres dettes	355 114	355 114		
Produits constatés d'avance	176 309	37 008	139 301	
TOTAL	10 006 781	8 372 996	1 633 785	

A titre de comparaison, au 31 décembre 2016, les postes suivants ressortaient à :

- Emprunts auprès des E.C. :	1.321 K€
- Dettes relatives aux contrats de crédit-bail	- K€
- Emprunts et dettes financières diverses	3 K€
- Dettes fournisseurs	1.594 K€
- Dettes fiscales et sociales :	4.815 K€
- Dettes sur immobilisations :	118 K€
- Autres dettes :	274 K€
- Produits constatés d'avance :	107 K€



COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires consolidé par société :

	2017	2016
S.A.S Groupe TITEL	43 279	6 533
S.A.S. LABO C.F.	24 603 335	23 091 787
S.A.S LPH	6 447 376	6 162 117
S.A.S. SODEVI	5 721 944	5 641 009
S.A.S. AT COBRA	1 968 284	1 970 217
S.A.S. LABO Portugal	2 903 973	3 003 535
S.A.S LABO ESPAGNE	115 144	79 995
S.N.C FLORE	2 181 659	2 191 023
S.C.I. CHRISTELLE	7 588	9 016
TOTAL	43 992 583	42 155 232

Tableau sur la répartition géographique du chiffre d'affaires :

	2017	2016
FRANCE	39 650 161	37 744 073
Union Européenne	3 149 984	3 260 481
Autres	1 192 438	1 150 678
TOTAL	43 992 583	42 155 232

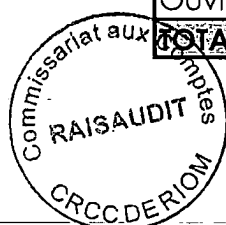
Charges de personnel et effectifs :

Les charges de personnel s'élèvent à 22.506 K€ au 31 décembre 2017, contre 21.852 K€ au titre des comptes de l'exercice précédent.

L'indication de la rémunération des dirigeants reviendrait à donner une information individuelle.

L'effectif moyen du Groupe est de 391 personnes au 31 décembre 2017 contre 410 personnes au 31 décembre 2016. L'effectif moyen se répartit de la manière suivante pour les sociétés intégrées globalement :

	2017	2016
Cadres	50	49
Agents de maîtrise	7	8
Commerciaux	215	251
Employés	77	61
Ouvriers	42	41
TOTAL	391	410



Dotations et reprises d'exploitation aux provisions et dépréciations :

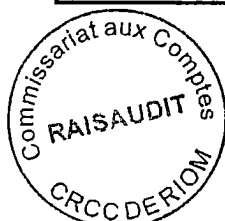
	2017	2016
Dotation dépréciation des stocks	- 58 242	- 72 322
Reprise dépréciation des stocks	72 322	83 800
Dotation dépréciation des créances	- 201 507	- 368 706
Reprise dépréciation des créances	288 416	458 306
Dotation provisions pour risques et charges	- 405 949	- 75 745
Reprise Provisions pour risques et charges	118 518	453 038
TOTAL	- 186 442	478 371

Résultat financier :

	2017	2016
Charges et produits d'intérêts	634 951	593 375
Autres charges et produits fin.		
Pertes et gains de change		
Variation nette des provisions		
TOTAL	634 951	593 375

Résultat exceptionnel :

	2017	2016
Résultat sur cession d'éléments d'actifs immobilisés	- 2 418	- 983
Autres charges et produits exceptionnels	82 171	97 278
Variation nette des provisions	- 224 441	-
TOTAL	144 687	96 295



Impôt sur les sociétés :

La ventilation de l'impôt au compte de résultat est la suivante :

	2017	2016
Impôts exigibles	1 772 880	1 420 674
Impôts différés	- 116 319	159 382
TOTAL	1 656 561	1 580 056

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

PREUVE DE L'IMPÔT (en €)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net consolidé	3 976 095	3 798 385
Impôt sur les résultats	1 656 561	1 580 056
Crédits d'impôt comptabilisés en impôt sur les résultats	117 109	117 327
Résultat consolidé avant impôt (A)	5 749 765	5 495 768
Taux d'impôt (B)	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	1 916 588	1 831 923
Bases d'imposition à 15%	13 977	13 977
Bases d'imposition à 28%	15 935	-
Incidence écart de taux LABO PORTUGAL	66 503	55 415
Réduction d'impôt LABO PORTUGAL	2 447	2 385
Impôt sur frais de représentation LABO PORTUGAL	4 724	5 809
Amortissements des EA non déductibles	64 398	64 719
Quote-part frais et charges non déductibles	12 607	7 204
Charges non déductibles	17 028	10 509
Crédits d'impôts non imposables	177 413	156 526
Autres produits non taxables	-	-
Non reconnaissance ID/A sur déficits reportables	16 824	18 960
Autres produits/charges de consolidation non fiscalisés	7 960	7 494
Quote-part de résultat transféré aux personnes physiques	4 584	19 834
Contribution sociale LABO CENTRE FRANCE	14 400	448
Autres	-	1 540
Charge d'impôt (hors CI) dans les états financiers consolidés	1 773 670	1 697 386



La ventilation des actifs et passifs d'impôts différés par catégorie est la suivante :

	2017	2016
Actif d'impôts différés	256 665	150 490
Passif d'impôts différés	- 66 398	- 76 542
MONTANT NET	190 267	73 948
Décomposé en :		
- différences temporaires	216 916	140 871
- crédits d'impôts	-	-
- reports déficitaires	-	-
- Retraitement de consolidation	- 26 649	66 921

Le déficit de la société LABO Espagne n'a pas fait l'objet d'une activation d'impôt sur cet exercice, de manière identique aux exercices précédents.

AUTRES INFORMATIONS

Engagements hors bilan :

	Engagements donnés	Engagements reçus
Effets escomptés non échus	-	-
Avals, cautions et garanties	-	-
Sûretés réelles	-	-
Autres	-	-
MONTANT NET	-	-



IV - Tableau des flux de trésorerie

	2017	2016
Résultat net des sociétés intégrées	3 976 092	3 798 385
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements, dépréciations et provisions	1 846 105	882 312
- Variation des impôts différés	- 116 319	159 382
- Plus ou moins-values de cession, nettes d'impôt	1 612	655
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 707 490	4 840 734
Dividendes reçues des sociétés mises en équivalence		-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 393 237	26 084
Flux net de trésorerie générés par l'activité	7 100 727	4 866 818
Acquisitions d'immobilisations	- 1 292 032	- 2 005 458
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	20 578	3 935
Variation immobilisations financières	- 201 325	- 2 684 882
Variation de périmètre		-
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 1 472 779	- 4 686 405
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 206 752	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 701 590	- 414 918
Augmentation / Réduction de capital	-	-
Emissions d'emprunts	822 436	1 350 000
Remboursements d'emprunts	- 294 800	- 29 271
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	380 706	905 811
Trésorerie d'ouverture	24 875 050	23 788 827
Trésorerie de clôture	30 122 288	24 875 050
Incidence des variations de cours des devises		
Variation de trésorerie	5 247 238	1 086 223



V - ENVIRONNEMENT

Le GROUPE TITEL est présent sur 5 sites géographiques dont deux sont presque intégralement concernés par des seules opérations de distribution, de stockage et assez rarement de reconditionnement.

Sur les autres lieux d'implantation où des activités de fabrication sont réalisées, à plus ou moins grande échelle, les aspects de protection de l'environnement sont déclinés sous 7 thèmes différents :

- **Protection de l'air ambiant et du climat**, mise en œuvre à l'aide de bras d'aspiration sur certains postes de fabrication et de conditionnement, reliés à des centrales de traitement de l'air munis de filtres à charbon actif régulièrement changés. Des surveillances en interne comme en externe sont faites périodiquement pour vérifier si les émissions polluantes ne dépassent pas les seuils prescrits par notre arrêté préfectoral.
- **Gestion des eaux usées**, principalement des eaux de rinçage des cuves de fabrication. Sur notre site principal, nous avons créé une station d'épuration. Celle-ci nous permet de traiter par coagulation/floculation tous nos effluents et de nous conformer avec les exigences de notre arrêté préfectoral en matière de rejet d'eaux résiduaires. Les réseaux d'assainissement de la Zone Industrielle va subir de gros travaux d'amélioration dans les années à venir.
- **Gestion des déchets**, nos différents sites réalisent un tri des déchets en perpétuelle amélioration :
 - o Ménagers collectés par la Commune
 - o Industriels récupérés par des organismes agréés : ces déchets sont ensuite recyclés ou enfouis s'ils sont inertes.
 - o Dangereux récupérés par des organismes agréés : les filières de valorisations sont privilégiées. Le cas échéant, c'est la valorisation énergétique qui est choisie.
- **Protection et assainissement du sol**, les infiltrations polluantes sont prévenues par la réalisation de sols incombustibles et imperméables. Nos cuves de stockage sont aériennes et munies de bacs de rétention. Nous avons mis l'ensemble de nos matières premières stockées sur rayonnage sous rétention à l'aide de rétention directement intégrées sous les rayonnages.
- **Protection de la biodiversité et du paysage**, tous nos sites font l'objet d'une attention particulière concernant l'intégration dans le paysage.



- **Recherche et développement**, les aspects environnementaux sont au cœur de nos programmes de recherche en substituant des produits dangereux par des produits non dangereux.
- **Autres activités de protection de l'environnement**, lors de toutes nos actions pour limiter, réduire nos impacts sur l'environnement, nous incluons l'ensemble du personnel dans la démarche. Cela passe par des actions de formation.

